

Impôt sur le revenu—Loi

bill qui, en fin de compte lui permettra de puiser davantage dans les goussets des contribuables canadiens car il croit être mieux à même qu'eux de dépenser leur argent. C'est cette théorie qui va détruire notre économie.

M. McRae: Monsieur le président, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté le député de Don Valley-Ouest. Ses arguments sont logiques. Je n'approuve pas tout ce qu'il dit, mais je dois dire qu'une majorité d'économistes s'entendraient pour dire que l'incidence de la plupart des mesures économiques ne se fait sentir qu'au bout d'un an. Si ses chiffres en matière de chômage sont justes, ce qu'il vient de dire est sujet à caution. Car, s'il est vrai que les effets d'une mesure mettent un an à se faire sentir, les 300,000 emplois qui ont été créés lorsque son parti était au pouvoir l'ont été par suite de la politique économique du gouvernement précédent. On pourrait donc dire que c'est le gouvernement conservateur qui est responsable des problèmes que nous avons connus l'an dernier. Une telle affirmation, qui peut passer pour une plaisanterie, est en réalité largement fondée.

● (1610)

J'aurais une autre critique d'ordre plus général à formuler, une remarque de principe en quelque sorte. Elle a trait au rôle du gouvernement en matière d'hypothèques immobilières. Il n'y a aucune raison, bien au contraire, de ne pas s'intéresser à la question en temps de prospérité économique. Seulement, il vient un temps où le gouvernement, ne disposant que de moyens financiers limités, doit faire des choix et s'occuper des choses essentielles.

Dans le budget, le gouvernement affirme que la priorité pour le pays au cours des dix ou quinze prochaines années, c'est d'investir dans le secteur de l'énergie. Pour cela, il va falloir trouver de l'argent. On pourrait discuter de l'opportunité des investissements dans le secteur du logement et des industries de consommation en un temps où nous avons tant besoin de capitaux pour développer nos ressources énergétiques.

J'ai beaucoup apprécié l'argumentation du député. Je dois reconnaître que son raisonnement a belle apparence. Deux interventions que j'ai écoutées lors de la séance d'hier soir m'ont cependant incité à intervenir aujourd'hui. Il s'agissait de l'intervention—partielle—du député de Calgary-Sud et de celle du député de Winnipeg-Assiniboine. J'ai trouvé qu'ils étaient vraiment de parti pris dans leur analyse. Notre économie est une économie diversifiée, c'est un mélange d'économie socialiste et d'économie libérale. C'est la seule façon de procéder dans un pays aussi vaste que le nôtre et avec une population de 25 millions d'habitants.

Je veux qu'on me comprenne bien. Je ne voudrais pas qu'on pense que je suis un détracteur de l'industrie pétrolière. J'aimerais que l'on inscrive au compte rendu ce qui constitue, à mes yeux, les rapports entre le parti conservateur et l'industrie pétrolière, depuis huit ans que je siége à la Chambre.

Le député d'Etabicoke-Centre est venu dans ma circonscription pour y défendre véhémentement l'industrie pétrolière. Il s'est présenté en défenseur de l'industrie pétrolière face aux consommateurs canadiens.

Avant ma venue au Parlement, l'industrie ne cessait de dire que nous avions tellement de pétrole au Canada que nous devons tout mettre en œuvre pour créer des marchés. Les compagnies pétrolières ont pris des arrangements avec le gou-

vernement et ceux-ci ont abouti à la ligne Borden. Les Canadiens vivant à l'ouest de la vallée de l'Outaouais achetaient leur pétrole de l'Alberta moyennant une prime. C'était une façon d'utiliser une partie des grandes réserves de pétrole dont nous étions censés disposer.

L'honorable Joe Greene obtenait ses informations de l'industrie, de l'Office national de l'énergie et de son ministère. On lui disait que nous disposions de réserves de pétrole suffisantes pour une période de 100 à 120 années et des réserves de gaz naturel bonnes pour 700 ans. Il n'y avait aucune raison de s'inquiéter.

Lorsque je suis venu ici en 1972, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources était encore relativement peu important. Il s'adonnait surtout aux levés géologiques, à la cartographie et autres activités du genre. Dans l'ensemble, l'énergie occupait une place plutôt secondaire. C'est de l'industrie pétrolière même que l'Office national de l'énergie et le ministère tenaient la plupart de leurs renseignements sur les réserves. Ils n'avaient pas les moyens d'effectuer leurs propres recherches dans ce domaine.

Au début de 1973, les chiffres de 1972 relatifs aux réserves nous ont été communiqués. Ils révélaient que la totalité des réserves récupérables de brut classique au Canada étaient de 101 milliards de barils. J'ai fait ce retour en arrière pour expliquer la raison pour laquelle les Canadiens ne croient pas aux chiffres que leur donne l'industrie pétrolière. J'essaierai d'expliquer pourquoi la population manifeste une grande méfiance à l'égard de cette industrie.

Certains d'entre nous ont alors commencé à mettre en doute ce chiffre de 101 milliards de barils. Nous avons réuni des bribes d'information tirées du ministère et de nos entretiens avec divers spécialistes. Un très éminent géologue spécialiste du pétrole, le professeur Ken Norton, de l'université Carleton, s'est présenté devant notre comité et a affirmé que ces chiffres étaient exagérés. Il a dit que si ces chiffres devaient être exacts, il faudrait que le Canada compte deux ou trois Sahara sur son territoire, et en particulier dans le grand Nord et dans les îles de l'Arctique.

Quelques-uns d'entre nous, dont le ministre, ont commencé à poser des questions. Donald Macdonald, alors ministre de l'Énergie, avait déclaré en 1973 que les données n'étaient pas exactes, que nous n'avions pas de telles réserves et qu'il fallait réduire nos exportations aux États-Unis. Vous dû auriez entendre les hauts cris de l'opposition. Elle affirmait que nous regorgions de pétrole et qu'il était ridicule de réduire nos exportations.

D'abord, nous étions censés avoir tellement de pétrole que nous ne savions quoi en faire. Nous étions des êtres bien bizarres en refusant de vendre ce pétrole dont nous avions tant. On déclara par la suite que nous avions bien du pétrole, mais qu'il fallait le trouver et que, pour ce faire, il fallait de l'argent. Et les entreprises affirmèrent que, pour trouver du pétrole, il faudrait encore plus d'argent et qu'il faudrait donc relever les prix.

Elles affirmèrent que si le prix était majoré de \$4 à \$8 le baril, les réserves pourraient augmenter de 800 p. 100. Sept années ont passé, il y a eu une majoration de prix, non pas de \$4 à \$8 mais de \$18, et les réserves sont de 35 p. 100 inférieures à ce qu'elles étaient en 1974.